



A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-07 du 17 février 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Après la destruction d'un ballon chinois survolant les Etats-Unis, l'Administration ajoute six entreprises chinoises sur l'Entity List du Département du Commerce
2. Au Vietnam et en Malaisie, la Représentante au Commerce américaine K. Tai souligne l'importance de la relation entre les Etats-Unis et leurs partenaires dans l'Indopacifique
3. L'Administration confirme le statut dérogatoire du Royaume-Uni et de la Nouvelle-Zélande pour le contrôle des investissements entrants aux Etats-Unis
4. Selon le Sénateur républicain Mike Crapo, le Congrès pourrait poursuivre un agenda plus favorable aux échanges commerciaux

Climat – énergie – environnement

5. L'administration Biden annonce des investissements historiques visant à accélérer la fabrication nationale d'énergie propre
6. Sous la pression de la flambée des prix du gaz californien depuis janvier, le gouverneur de la Californie demande une enquête fédérale

Transport et infrastructure

7. L'administration fédérale annonce ses spécifications techniques et exigences Buy America concernant les bornes de recharge électriques

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA prévoit des revenus agricoles nets en baisse en 2023, après deux années record
9. L'USDA propose de nouvelles exigences nutritionnelles pour les repas scolaires
10. Les modifications proposées par le Mexique pour éviter un panel américain sur le maïs OGM n'ont pas convaincu la partie américaine

Numérique et innovation

11. Le Sénat critique le manque d'action des plateformes lors d'une audience sur la protection des jeunes en ligne

Santé

12. Le ministère de la justice américain ordonne le retrait de directives sur l'antitrust dans le secteur de la santé, jugées trop permissives.

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Après la destruction d'un ballon chinois survolant les Etats-Unis, l'Administration ajoute six entreprises chinoises sur l'Entity List du Département du Commerce

Le Département du Commerce (DoC) a [ajouté](#) le 10 février six entreprises chinoises à l'Entity List pour leur soutien aux programmes chinois de surveillance. Alan Estevez, Sous-Secrétaire au Commerce en charge du contrôle-export a précisé que « *l'usage par la Chine de ballons de haute altitude viole notre souveraineté et menace notre sécurité nationale* » et que ceux qui « *cherchent à entraver la sécurité nationale et la souveraineté des Etats-Unis verront leur accès à des technologies américaines coupé* ». Matthew Axelrod, en charge de la politique de mise en œuvre des règles de contrôle-export au DoC, a également mis en avant la détermination des Etats-Unis à identifier et entraver la Chine dans son utilisation de ballons de surveillance « *qui ont violé la souveraineté des Etats-Unis et de plus de quarante Etats* ».

Les entreprises ajoutées sont: Beijing Nanjiang Aerospace Technology Co., China Electronics Technology Group Corporation 48th Research Institute, Dongguan Lingkong Remote Sensing Technology Co., Eagles Men Aviation Science and Technology Group Co., Guangzhou Tian-Hai-Xiang Aviation Technology Co. et Shanxi Eagles Men Aviation Science and Technology Group Co.

2. Au Vietnam et en Malaisie, la Représentante au Commerce américaine K. Tai souligne l'importance de la relation entre les Etats-Unis et leurs partenaires dans l'Indopacifique

La Représentante au Commerce (USTR) K. Tai s'est rendue les 14 et 16 février au Vietnam et en Malaisie. Avec le Premier ministre du Vietnam, P. M. Chinh, elle a [évoqué](#) le dixième anniversaire du Partenariat approfondi entre les Etats-Unis et le Vietnam et a indiqué vouloir organiser cette année une réunion de l'Accord cadre sur le commerce et l'investissement (TIFA), conclu en 2007 entre les deux pays. Il s'agirait de la première réunion de ce format depuis 2019. Avec son homologue malaisien, le Ministre du Commerce international T. Z. Abdul Aziz, elle a [discuté](#) des moyens d'approfondir la relation commerciale bilatérale entre les Etats-Unis et la Malaisie.

Au cours de ces deux déplacements, elle a aussi salué l'avancée des négociations du Cadre Economique Indopacifique (IPEF) et discuté des prochaines échéances pour ces discussions. L'USTR a également [souligné](#) les priorités des Etats-Unis dans le cadre de leur présidence de l'APEC

(Coopération Economique pour l'Asie-Pacifique) au cours de l'année 2023, tournées notamment vers la résilience et la durabilité des politiques commerciales.

3. L'Administration confirme le statut dérogatoire du Royaume-Uni et de la Nouvelle-Zélande pour le contrôle des investissements entrants aux Etats-Unis

Le Département du Trésor a [confirmé](#) le 10 février le statut du Royaume-Uni et de la Nouvelle-Zélande de pays exemptés de certains contrôles relatifs au filtrage des investissements entrants aux Etats-Unis. Le CFIUS, comité interagences dont le secrétariat est assuré par le Département du Trésor, indique avoir évalué et reconnu la solidité des programmes de contrôle des investissements mis en place dans ces deux pays. Le CFIUS reconnaît actuellement comme pays exemptés les quatre pays partenaires des Etats-Unis dans le cadre de l'alliance dite des « Five Eyes » : le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Canada. Le statut d'Etat exempté de l'Australie et du Canada avait déjà été confirmé par le Département du Trésor le 5 janvier 2022.

Ce statut permet à des investissements réalisés par des entreprises originaires de pays exemptés de ne pas être soumis au contrôle du CFIUS, sous réserve de correspondre à un ensemble de critères (par exemple: avoir au moins 75% de membres du Comité de direction de nationalité américaine ou d'un Etat exempté). Cette exemption ne concerne néanmoins pas les investissements aboutissant à une prise de participation majoritaire.

4. Selon le Sénateur républicain Mike Crapo, le Congrès pourrait poursuivre un agenda plus favorable aux échanges commerciaux

A l'occasion d'une [conférence](#) organisée le 14 février par la *Washington International Trade Association* (WITA), le Sénateur de la minorité républicaine M. Crapo (Idaho), *rankig member* de la Commission des finances du Sénat, a signalé son profond désaccord avec la politique commerciale de l'administration Biden. Il a indiqué que si l'exécutif continuait à refuser de négocier de « *vrais accords de libre-échange* », le Congrès « *engager[ait] de façon bipartisane* » des actions en faveur de politiques plus soucieuses d'ouvrir l'accès de entreprises américaines à de nouveaux marchés. Le Sénateur a également indiqué que le Congrès renforcerait aussi son contrôle des négociations en cours des nouvelles initiatives commerciales de l'exécutif (IPEF, APEP), bien qu'elles ne contiennent pas de dispositions d'accès au marché. Le Sénateur

a également critiqué l'action de l'administration face à la Chine, l'accusant de s'engager avec Pékin dans une course aux subventions industrielles – avec le *CHIPS Act* et l'*Inflation Reduction Act* (IRA) – qui creuserait encore davantage la dette américaine.

Brèves

- Le Département du Trésor a [sanctionné](#) le 10 février cinq officiels bulgares pour leur implication dans des activités de corruption. Ces sanctions sont prises sur le fondement du *Global Magnitsky Human Rights Accountability Act* qui permet de sanctionner des violations des droits de l'homme et actes de corruption.
- Lors d'une table ronde organisée le 10 février avec des experts sur les sanctions, le Secrétaire adjoint au Trésor Wally Adeyemo a [indiqué](#) que les Etats-Unis mettraient dans les mois à venir

davantage l'accent sur la lutte contre le contournement des sanctions, notamment en ciblant les pays tiers qui aideraient la Russie à s'approvisionner en matériel nécessaire au soutien de son armée.

- A la suite des négociations qui se sont tenues du 8 au 11 février à New Dehli (Inde) sur le cadre économique pour l'Indopacifique (IPEF), le DoC a [indiqué](#) que la délégation américaine avait «*mené avec succès*» des discussions approfondies, sur la base de projets de textes (non publiés). Ces discussions ont porté sur les trois des quatre piliers de l'IPEF auxquels l'Inde participe, négociés par le DoC au nom des Etats-Unis (chaînes d'approvisionnement ; infrastructure et décarbonation ; et fiscalité et anticorruption).

Climat- Energie - Environnement

5. L'administration Biden annonce des investissements historiques visant à accélérer la fabrication nationale d'énergie propre

Les Départements américains de l'Energie et du Trésor, en association avec l'*Internal Revenue Service* (IRS), ont [annoncé](#) le 13 février plusieurs programmes qui visent à accélérer la fabrication nationale d'énergie propre. Trois initiatives ont été lancées :

- (1) Le programme *Qualifying Advanced Energy Project Credit (48C)*, doté de 10Md \$ dans le cadre de l'IRA, prévoit des incitations en faveur des technologies d'énergie propre, de la décarbonation industrielle et du traitement des matériaux critiques, dont 4 Md\$ réservés à des projets dans les zones charbonnières ont été [salués](#) par le Sénateur Joe Manchin (D-WV).
- (2) Le *Low-Income Communities Bonus Credit Program (48E)*, aussi financé par l'*Inflation Reduction Act* (IRA), en faveur de l'équité et de la justice environnementale.
- (3) L'*Advanced Energy Manufacturing and Recycling Grant Program*, qui recevra 750 M\$ de la *Bipartisan Infrastructure Law* pour financer les petits et moyens industriels qui souhaitent augmenter leurs capacités de production de biens énergétiques de pointe, utilisés pour soutenir les chaînes d'approvisionnement nationales en énergie propre.

Ces annonces s'inscrivent dans le narratif de l'administration d'une transition énergétique

équitable, favorisant la production nationale d'énergie et la relocalisation des emplois.

6. Sous la pression de la flambée des prix du gaz californien depuis janvier, le gouverneur de la Californie demande une enquête fédérale

Si la Southern California Gas Co. et Pacific Gas & Electric, les deux principaux fournisseurs de gaz en Californie, ont commencé à [avertir leurs clients](#) en décembre qu'ils verraient leurs factures augmenter dès janvier, après que le prix de gros du gaz naturel a atteint des sommets. SoCalGas a ainsi déclaré que la facture moyenne en janvier pour ses 21,8 millions de clients était d'environ 300 dollars, plus du double de celle de janvier 2022 (+32% rapportés par PG&E). Ces augmentations résultent de la flambée du prix de gros du gaz naturel payés par SoCalGas et PG&E (multipliés par 4 sur un an selon SoCalGas) et répercuté sur leurs clients. L'Administration américaine d'information sur l'énergie (EIA) a souligné les contraintes sur les capacités d'acheminement et la faiblesse des stocks en décembre dans la région du Pacifique (-30 % par rapport à la moyenne sur cinq ans), auxquels les opérateurs locaux ont ajouté, lors d'une [audience](#) à la Public Utilities Commission, la rigueur du climat au Nord-Ouest des Etats-Unis. Le gouverneur Gavin Newsom a [demandé](#) une enquête fédérale sur le prix de gros du gaz naturel, en demandant à la Commission fédérale de régulation de l'énergie d'examiner "si la manipulation du marché, un comportement

anticoncurrentiel ou d'autres activités anormales sont à l'origine de ces prix élevés" dans l'Ouest. Ces augmentations de prix du gaz interviennent après une flambée similaire des prix de l'essence dans cet Etat l'année passée, bien au delà des autres Etats, qui avait déclenché l'ire du gouverneur Newsom. Alors qu'il a fait voter une aide « essence » aux ménages les pauvres (voir flash du 7 octobre 2022) il avait en parallèle œuvré pour une taxation des superprofits des compagnies pétrolières. Si un [projet](#) en ce sens a été déposé le 5 décembre 2022 il n'a pas encore à ce jour été débattu.

Brèves

- Les émissions de gaz à effet de serre des États-Unis ont [augmenté](#) de 5,5% en 2021 par rapport à 2020, année où le pays a enregistré une baisse record en raison de la pandémie de COVID-19, a indiqué l'EPA dans son projet d'inventaire annuel des gaz à effet de serre. L'augmentation d'une année sur l'autre est la plus importante depuis que l'EPA a commencé à suivre les émissions en 1990. Toutefois, les émissions de 2021 étaient inférieures de près de 4% à celles de 2019.
- L'administration Biden a [annoncé](#) la semaine dernière un financement de 74 M\$ dans le cadre de la *Bipartisan Infrastructure Law* (BIL) pour faire progresser les Systèmes Géothermiques Améliorés (EGS). L'énergie géothermique produit actuellement environ 3,7 GW d'électricité aux États-Unis, mais un nouveau rapport du DoE retient qu'elle pourrait fournir 90 GW d'énergie d'ici 2050.
- Le gouverneur démocrate Phil Murphy (New Jersey) a [annoncé](#) le 15 février une nouvelle série d'objectifs en matière de changement climatique qui donneront au New Jersey l'objectif le plus ambitieux de tous les grands États en matière d'énergie propre et qui suivront l'exemple californien en interdisant la vente de nouvelles voitures à essence d'ici 2035.
- Le conseil municipal de Los Angeles a voté à l'unanimité le 15 février un projet de 800 M\$ pour convertir la plus grande centrale électrique au gaz de la ville (Scattergood Generating Station) à l'hydrogène vert. Le *Department of water and power* est ainsi autorisé à lancer les études et les travaux nécessaires à l'adaptation de la centrale. La ville s'est fixé pour objectif de produire une électricité 100% verte d'ici à 2035. C'est le second projet dans l'ouest américain de cette ampleur après l'annonce en 2022 de la conversion progressive de la centrale à charbon de Delta dans l'Utah à l'hydrogène.

Transport et Infrastructure

7. L'administration fédérale annonce ses spécifications techniques et exigences *Buy America* concernant les bornes de recharge électriques

La Maison-Blanche a publié un [communiqué](#) le 15 février relayant une série d'actions publiques et privées récentes en faveur de la mise en place d'un réseau national de bornes de recharge pour les véhicules électriques.

En particulier, le communiqué indique que l'agence fédérale chargée des routes (FHWA) a dévoilé, le même jour, plusieurs critères à satisfaire pour prétendre aux subventions fédérales dédiées à ces équipements dans le cadre de la loi bipartisans pour les infrastructures, notamment à travers le programme NEVI (*National Electric Vehicle Infrastructure*), doté de 5 Md\$ sur cinq ans. Ces critères comprennent des [spécifications techniques](#) visant à améliorer l'expérience utilisateur. Celles-ci portent notamment sur les types de branchements, les méthodes de paiement, la gestion des données privées, la rapidité et la puissance des chargeurs ainsi que leur fiabilité.

[Selon](#) le Secrétaire aux Transports Pete Buttigieg, il s'agit « d'établir des normes communes et universelles [...] de sorte que recharger un véhicule électrique loin de chez soi soit aussi prévisible et accessible que faire un plein d'essence ».

Par ailleurs, des exigences « *Buy America* » ont été finalisées et annoncées dans un [waiver](#) qui entrera en vigueur trente jours après sa publication au registre fédéral. Ces exigences disposent que l'ensemble du processus de fabrication des boîtiers et enceintes de chargeurs composés principalement de fer ou d'acier doit se dérouler aux Etats-Unis. Le waiver repousse au 1^{er} juillet 2024, l'exigence de contenu national en valeur des autres composants des équipements de recharge, qui devront avoir été installés avant le 1^{er} octobre 2024. La Maison-Blanche a également mis en avant les engagements de plusieurs acteurs privés qui devraient aboutir à un total de 100 000 chargeurs additionnels ouverts au public. Cet effort participera ainsi à l'objectif national de disposer d'un réseau public comptant 500 000 bornes à travers le pays d'ici 2030, alors qu'elles sont aujourd'hui au nombre de 130 000. L'administration

américaine s'est félicitée des progrès effectués par le secteur, et a notamment repris dans son communiqué, entre autres (GM, Hertz...), l'annonce de Tesla d'ouverture d'une partie de son réseau de « Superchargeurs » aux véhicules électriques d'autres marques, avec un objectif d'au moins 7 500 Superchargeurs ouverts d'ici la fin 2024.

Brèves

- Le président Biden s'est [félicité](#) de l'achat par la compagnie Air India de plus de 200 appareils Boeing. Qualifiant cette commande d'« historique », il a déclaré qu'elle soutiendrait plus d'un million d'emplois américains répartis dans 44 États et accessibles avec un niveau d'études inférieur à la licence (*four-year college degree*). Le communiqué ne fait pas mention des 250 appareils Airbus qui complètent cette commande.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA prévoit des revenus agricoles nets en baisse en 2023, après deux années record

Selon les dernières [prévisions](#) du service de recherche économique de l'USDA publiées le 7 février, le revenu agricole net américain s'élèverait à 136,9 Md\$ en 2023, soit 15,9 % de moins qu'en 2022. Cette baisse succéderait à deux années consécutives de forte hausse (+49,2 % en 2021 et +15,5 % en 2022), et se retrouve en termes de revenu monétaire net (-20,7 %, après +28 % et +27 % en 2021 et 2022). Les très bons résultats de ces dernières années étaient d'abord liés à la forte hausse des prix des produits de base agricoles sous l'effet de la reprise postpandémie et des conséquences de la guerre russo-ukrainienne, une hausse des recettes supérieure à celle des coûts de production. L'année 2023 marquerait donc l'arrêt et même le retournement de cette évolution.

Le chiffre d'affaires issu des cultures agricoles connaîtrait une baisse de 3,1 %, atteignant un total de 276,9 Md\$. Ce recul est porté par une baisse estimée des chiffres d'affaires issus des cultures de maïs (-4,5 %), de coton (-2,1 %), de soja (-8,1 %), de légumes et de melon (-8,7 %) et de fruits et de noix (-0,4 %). Ces chiffres resteront néanmoins supérieurs à ceux de 2019 et 2020, et des hausses du chiffre d'affaires de blé et de foin seront également à anticiper (respectivement +4 % et +6,1 %). Concernant les produits d'élevage, la baisse du chiffre d'affaires est estimée à 5,7 %, tirée par celle des chiffres d'affaires issus de la production de lait (-14,6 %), de porc (-2,7 %), de poulet (-7,4 %) et d'œuf de poule (-24 %). En revanche, les chiffres d'affaires issus de la production de dinde et de viande bovine sont prévus en hausse (+10,6 % et +2,4 %). Globalement, le recul des chiffres d'affaires attendu en 2023 est quasi exclusivement la conséquence d'un effet prix.

Le recul des revenus nets est par ailleurs impacté par une baisse prévue de 5,4 Md\$ (-34,4 %) des aides

directes du gouvernement en 2023. Cette baisse s'explique principalement par la baisse anticipée de 6,2 Md\$ des paiements d'assistance liés aux catastrophes naturelles par rapport à l'année 2022 qui avait été une année très particulière puisqu'elle avait financé le coût des catastrophes climatiques de deux années, celles de 2020 et 2021. En sens inverse, une progression de 0,5 Md\$ (+13 %) des paiements relatifs aux programmes de conservation des terres est attendue.

Face à la baisse des recettes, la hausse des coûts de production se poursuivrait en 2023 (4,1 % en valeur nominale et +1,3 % en valeur réelle), bien que de façon plus modérée qu'en 2022, en raison de l'augmentation des charges financières (+22,4 %), des dépenses pour le bétail et la volaille (+13,6 %) et du coût de la main-d'œuvre (+7,3 %). Les dépenses en alimentation animale, engrais, carburant et logement seront toutefois en baisse, respectivement de 5,1 %, 0,8 %, 14,9 % et 8,2 %, mais seraient toujours supérieures aux niveaux de 2021.

9. L'USDA propose de nouvelles exigences nutritionnelles pour les repas scolaires

Dans le cadre de la [stratégie nationale sur la faim, la nutrition et la santé](#) lancée en septembre dernier, l'USDA [propose](#) d'améliorer, de façon progressive, la qualité nutritionnelle des repas scolaires en renforçant l'offre des produits à base de céréales complètes d'ici l'automne 2024 et en limitant la quantité de sucre ajouté et de sodium dans les petits-déjeuners et déjeuners d'ici l'automne 2027. Le ministère envisage également d'autoriser l'offre de lait aromatisé à la teneur en sucre ajouté raisonnable, alors que le sujet avait suscité de nombreux débats à la suite de la proposition de leur interdiction par le maire de New York en mars 2022. Par ailleurs, le ministère a annoncé 100 M\$ d'aides destinées à accompagner la mise en application de ces nouvelles normes dans le cadre de l'initiative Healthy Meals Incentives. Si

des élus démocrates, comme Robert Scoll (D-VA), ont favorablement accueilli ces annonces, des critiques avertissent en revanche des difficultés déjà existantes d'application des normes actuelles. Les sénateurs John Boozman (R-AR) et Virginia Foxx (R-NC) ont de plus souligné le caractère « irréalisable » des exigences proposées et fait part de leur crainte d'une hausse des coûts qu'elles engendreraient pour les écoles et les familles.

10. Les modifications proposées par le Mexique pour éviter un panel américain sur le maïs OGM n'ont pas convaincu la partie américaine

Afin d'apaiser les relations commerciales avec les États-Unis, le Mexique a renoncé, le 13 février, à interdire le maïs génétiquement modifié pour l'alimentation animale et l'utilisation industrielle (95 % de ses importations de maïs américain) mais a maintenu son projet d'interdire l'utilisation de cette céréale pour la consommation humaine ainsi que l'herbicide glyphosate.

Si le Secrétaire à l'Agriculture Tom Vilsack s'est montré plutôt prudent et a fait part de sa déception dans un communiqué, en revanche l'industrie reste très hostile, et notamment le lobby des biotechnologies qui a déclaré: « le décret remet encore en question, à tort, la sécurité des produits de la biotechnologie agricole destinés à la consommation humaine en créant une distinction

non fondée sur la science entre le maïs utilisé pour l'alimentation humaine et le maïs utilisé pour l'alimentation animale et les utilisations industrielles ».

Brèves

- Le 9 février, l'Institut national de l'alimentation et de l'agriculture (NIFA) a annoncé 70 M\$ de subventions à destination de sept projets de recherche, d'éducation et de vulgarisation visant à favoriser la mise en place de systèmes alimentaires et agricoles robustes, résilients et adaptés aux enjeux climatiques. Ces aides sont prévues dans le cadre du Sustainable Agricultural Systems program.
- Le 15 février, la sous-secrétaire au développement rural, Xochitl Torres Small, a été nommée secrétaire adjointe à l'Agriculture par le Président Biden. Si sa nomination est confirmée par le Sénat, elle deviendra la deuxième personne de couleur à occuper cette fonction, juste après Jewel Bronaugh, qui a annoncé en janvier dernier sa démission pour raisons familiales.
- Le 15 février, Xochitl Torres Small a annoncé 262 M\$ de subventions au bénéfice de 68 projets pour l'amélioration de l'accès des communautés défavorisées à l'emploi, aux soins et aux infrastructures.

Numérique et Innovation

11. Le Sénat critique le manque d'action des plateformes lors d'une audience sur la protection des jeunes en ligne

Le 14 février, le comité judiciaire du Sénat a organisé une audience consacrée à la protection des enfants en ligne. Si aucun représentant d'entreprise technologique n'avait été invité à témoigner, le comité a entendu notamment le président du *National Center for Missing and Exploited Children* et le directeur scientifique de l'*American Psychological Association*. La jeune militante Emma Lembke, fondatrice du mouvement « LOG OFF », qui vise à inciter les enfants à la déconnexion, qui fait le rapprochement entre l'obtention de son premier compte Instagram à l'âge de 12 ans et les fonctionnalités addictives associées d'une part, et son état de dépression d'anxiété et ses troubles de l'alimentation d'autre part, parlant d' « une histoire

représentative de [sa] génération. » Lors de l'audience, le sénateur Blumenthal (D-CT) a indiqué qu'il travaillait avec le sénateur Graham (R-SC) pour réintroduire le « *EARN IT Act* », un projet de loi introduit au cours de la précédente session du Congrès qui supprimerait les protections des plateformes prévues par la section 230 du « *Communications Decency Act* » (CDA) pour celles qui ne se conformeraient pas à une liste de bonnes pratiques définie dans la loi en matière de protection des jeunes en ligne. La sénatrice Blackburn (R-TN) a déclaré qu'elle et le sénateur Blumenthal réintroduiraient le « *Kids Online Safety Act* », qui fournirait aux enfants de moins de 16 ans des outils pour empêcher l'amplification de contenus préjudiciables sur les plateformes et donnerait à leurs parents la possibilité de limiter l'utilisation de ces plateformes par leurs enfants: « *Nos enfants meurent littéralement à cause de*

choses auxquelles ils accèdent en ligne, du fentanyl au trafic sexuel en passant par les kits de suicide. Il n'est pas trop tard pour sauver les enfants et les adolescents qui souffrent en ce moment parce que les Big Tech refusent de les protéger.» Par ailleurs, le sénateur Blumenthal, ainsi que le président du comité judiciaire, le sénateur Durbin (D-IL) et la sénatrice Hirono (D-HI), ont rappelé qu'ils venaient également d'introduire le « *Clean Slate for Kids Online Act* », qui exigerait que les sites Web suppriment les données collectées auprès des enfants de moins de 13 à leur demande. Le sénateur Schumer (D-NY), leader de la majorité démocrate au Sénat, a annoncé son souhait de soumettre au vote les projets de loi sur la protection en ligne des enfants cet été.

Brèves

- Le 14 février, l'Ambassade de France aux Etats-Unis a organisé une [conférence](#) sur la coopération transatlantique en matière de réglementation numérique avec un focus sur le DMA, le DSA, et l'IA. Parmi les participants figuraient des représentants de l'administration américaine, d'entreprises technologiques, des think tankers et acteurs du monde académique, et des représentants des institutions européennes.
- Le 15 février, le président du comité judiciaire de la Chambre des Représentants, Jim Jordan (R-OH 4th), a assigné à comparaître devant la

Chambre les PDG de Google, Amazon, Apple, Meta et Microsoft, exigeant qu'ils remettent des documents liés à leurs interactions avec les administrations Biden et Trump remontant à 2020.

- Le 15 février, Twitter est devenue la première plateforme à autoriser les publicités sur le cannabis. Pour faire de la publicité sur Twitter, les entreprises de cannabis doivent être préautorisées par Twitter et répondre à de nombreuses exigences, par exemple : (i) être agréé par les « autorités compétentes » ; (ii) ne cibler les annonces que sur les zones où elles sont autorisées à promouvoir des produits ou des services en ligne ; (iii) ne pas cibler les moins de 21 ans ; (iv) assumer l'entière responsabilité du respect des lois et réglementations applicables ; (v) ne pas attirer les mineurs ; (vi) ne pas faire des allégations quant à l'impact du cannabis sur la santé ; (vii) ne pas montrer des représentations de consommation de cannabis.
- Le 14 février, Christine Wilson, la seule commissaire républicaine à la Federal Trade Commission, a annoncé sa démission dans un [éditorial](#) du Wall Street Journal et a accusé la présidente de la FTC, Lina Khan, d'« abus de pouvoir ». Elle déclarait ainsi que « *le mépris de Lina Khan pour l'état de droit et les procédures régulières m'empêche de continuer à servir.* »
- Le 12 février, le chef de la majorité au Sénat, Chuck Schumer (D-N.Y.), a déclaré sur ABC qu'une interdiction nationale de TikTok « devrait être étudiée ».

Santé

12. Le ministère de la justice américain ordonne le retrait de directives sur l'antitrust dans le secteur de la santé, jugées trop permissives.

Le 3 février, la division antitrust du Department of Justice a ordonné le retrait de directives sur l'antitrust dans le secteur de la santé datant de 1993, qualifiant ces dernières d'obsolètes et de "trop permissives sur certains sujets, tels que le partage d'informations". Le procureur général adjoint chargé de l'antitrust, Jonathan Kanter, estime que "la division antitrust continuera à travailler pour s'assurer que ses efforts d'application reflètent les réalités du marché moderne".

Les textes retirés, rédigés conjointement par le DOJ et la FTC, sont (i) les « Department of Justice and FTC Antitrust Enforcement Policy Statements in the Health Care Area » de 1993, (ii) les « Statements

of Antitrust Enforcement Policy in Health Care » de 1996, et (iii) la déclaration a « on Antitrust Enforcement Policy Regarding Accountable Care Organizations Participating in the Medicare Shared Savings Program » de 2011.

Ces directives, créées en collaboration avec les industriels du secteur de la santé, définissaient (i) la manière dont les autorités antitrust considéraient les comportements anticoncurrentiels et (ii) les modalités de partage des données par l'industrie, soumises à conditions. À l'époque, les régulateurs estimaient que le partage des données était susceptible d'entraîner une baisse des coûts des soins de santé pour les patients, ce qui ne s'est pas matérialisé selon le DoJ.

Dans un discours prononcé lors d'une conférence mondiale sur la concurrence au début du mois de février 2023, la procureure générale adjointe principale Doha Mekki a déclaré que le partage des

données pouvait entraîner une fixation des prix et diminuer la concurrence. Elle a noté que l'intelligence artificielle a également augmenté la valeur des données.

"Le retrait abrupt par le DOJ des déclarations de politique antitrust en matière de soins de santé est regrettable et s'inscrit dans la tendance des agences à s'éloigner de plus en plus des précédents établis - et pertinents", a déclaré Justin Bernick, l'associé de Hogan Lovells qui a défendu avec succès l'acquisition de Change Healthcare par UnitedHealth Group l'année dernière contre une

contestation du DOJ. Bernick a déclaré que le retrait des déclarations de politique générale freinera l'innovation dans la gestion des données.

Melinda Hatton, avocate générale de l'American Hospital Association, a déclaré que son groupe était « profondément déçu » par le retrait des directives destinées aux hôpitaux et aux autres prestataires de soins de santé, ainsi que par l'affirmation du DOJ selon laquelle certaines étaient « trop permissives ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

S'Inscrire